

# ***MALAISE AU SEIN DE NOTRE SOCIÉTÉ***

---

## ***ESSAI DE RECHERCHE DES CAUSES (III)***



***JEAN-FRANÇOIS GRESET***

## **Table des matières**

***I. Introduction***

***II. Le système « homme »***

***III. Typologie du collectif***

***IV. Le meta-système***

***V. Malaise au sein de nos démocraties - Essai de recherche  
des causes***

***VI. Un contexte compliqué***

***VII. Les obstacles aux réajustements***

***VIII. Subir et maîtriser***

***IX. Conclusion***

*Lorsqu'on tire sur un seul fil de la nature, on découvre  
qu'il est attaché au reste du monde.*

John Muir, écrivain et naturaliste

*Il n'y a pas de vices qui ne trouvent dans le grand monde  
des appuis complaisants.*

Marcel Proust

## **Malaise au sein de notre Société civile - Essai de recherche des causes**

### **I. Introduction**

Quelle étrange situation dans laquelle se complaît notre Monde, où le génie industriel de l'homme imprime son empreinte négative sur la biosphère dont il fait pourtant partie. L'expression de « l'arroseur arrosé » est dramatiquement d'actualité en l'occurrence. Quelle étrangeté aussi que de constater une nette amélioration du confort des diverses populations (bien que sa répartition prête à discussion), de l'abaissement de la rareté des biens/services, de la hausse générale de l'espérance de vie des individus, et d'observer en même temps une précarité professionnelle croissante des salariés, une montée en puissance de l'agressivité tant verbale que physique, et une défiance marquée vis-à-vis de la classe politique. Singulier également, la domestication des idées réduites à la doxa médiatique et au politiquement correct, c'est-à-dire la dégradation de l'intelligence.

Une analyse séquentielle de la problématique qui péjore nos sociétés est à mes yeux insuffisante. Il convient d'opérer une approche systémique de cette dernière, par étapes et par degré de difficulté. A mon habitude, je procéderai par modèles successifs dont je décrirai les éléments qui les contiennent et leurs interactions linéaires, mais plus souvent circulaires. Cette démarche pas à pas peut paraître fastidieuse, mais elle constitue, à mon avis, un passage obligé pour comprendre ce que l'approche systémique apporte à l'étude des sciences humaines ; l'idée n'est pas de la remplacer, mais de la compléter.

Au préalable, il convient d'énoncer les attributs dont est doté un système. Il s'agit de :

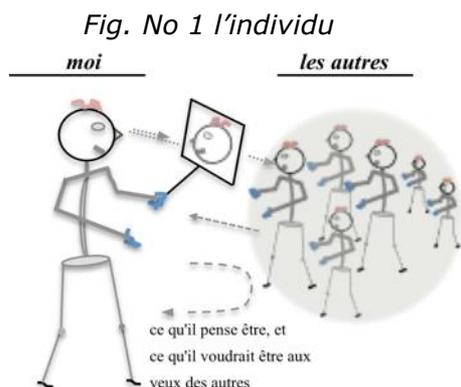
- Une ou plusieurs finalités réduites à un ou quelques principes dominants. Il convient de se cantonner à l'essentiel, et ne pas tomber dans le travers d'un bric-à-brac de souhaits sans cohérence.
- Une totalité qui se traduit par un ensemble clairement reconnaissable par rapport aux autres systèmes qui l'entourent ; son périmètre est donc facilement identifiable.
- Des interactions fortes et non linéaires entre les parties qui composent l'ensemble. Ainsi, la relation de cause à effet est circulaire. A cela s'ajoute une condition supplémentaire : les éléments eux-mêmes influencent ou sont influencés par le TOUT auquel ils appartiennent.
- Une organisation sur le plan structurel et fonctionnel. L'organisation permet la cohésion, l'harmonisation des fonctions impliquées, en référence aux finalités qui la surplombent. Elle donne un sens aux flux continus des informations qui circulent entre les divers services et les autres ensembles.
- Les systèmes complexes sont dotés d'une régulation (feed back) afin d'identifier les écarts de comportement par rapport aux ordres<sup>1</sup> prioritaires, et/ou aux règles internes, et aussi selon les exigences posées par la ou les finalités. A relever encore que pour être efficace, le degré de sophistication du feed-back doit correspondre à celui du TOUT.
- Un ordre, dans le sens du respect des règles de fonctionnement par les unités ou groupe d'unités impliquées dans les processus.
- Aucun système n'est immortel. Il se dégrade plus ou moins rapidement selon sa nature, et les agissements de ses composants. Cette entropie positive (le contraire = la néguentropie) est inéluctable comme en témoigne le cours habituel de toutes choses.
- La montée en puissance de la complexité est la condition principale pour combattre la dégénérescence d'une part, et permettre au système d'évoluer, d'autre part.
- L'information est vitale au même titre, pour risquer une métaphore, que le flux sanguin chez les êtres vivants. Pour preuve étayant cette affirmation, la mondialisation de l'économie n'a été rendue possible, voire inévitable, que grâce à l'extension des autoroutes planétaires de l'information.
- Sans liberté, le système est figé, son fonctionnement stéréotypé, et sa capacité d'évoluer bloquée. Toutefois, cette liberté ne peut s'exprimer que dans la zone de viabilité<sup>2</sup> de l'ensemble. Ce dernier comporte une dynamique contrôlée par des antagonismes<sup>3</sup> qui participent à son équilibration et à son maintien dans la zone en question.
- La durée est trop souvent ignorée dans un environnement où l'instantanéité est devenue la règle. Pourtant, le temps est à prendre en considération dans notre Société civile où le plus souvent la réponse à une impulsion initiale est décalée.

Des systèmes simples d'équilibration existent bien entendu. Il s'agit plutôt de processus d'autorégulation quasi immédiat et réduits à un feed-back automatique. Exemple : le mécanisme à boules de James Watt (1788) permettant de réguler la vitesse de rotation d'un moteur. A l'opposé, l'équilibration générale de la société présente une complexité à la mesure de celle de son organisation. Cette stabilité est obtenue grâce à des processus délicats visant à la gestion des antagonismes multiples résultant de la cohabitation des individus, acteurs, mais aussi perturbateurs de la communauté.

## II. Le système « homme »

L'individu constitue l'unité insécable de la société. Toutefois, lui-même présente les caractéristiques d'un système, ce que je tenterai de démontrer, en reprenant les attributs que nous pouvons lui reconnaître. Il s'agit de :

- **Finalité** - A la différence des autres systèmes, l'homme se fixe lui-même sa ou ses finalités, selon les circonstances, son éducation, ses croyances... La hiérarchie de ces dernières intentions est propre à chaque individu, mais susceptibles de s'agréger et former des groupes d'intérêt. Ces choix ne sont pas toujours définitifs et varient, pour certains, au gré du temps, des expériences faites. Le champ d'expression de cet attribut s'étend d'une élévation morale exigeante à la plus veule des bassesses.
- **Interactions** - L'homme a conscience de soi, de ce qu'il est, et est aussi capable de s'auto-analyser, de penser, de réfléchir. Ces facultés l'autorisent à l'introspection, donc à interagir avec lui-même, et en même temps à apprendre, respectivement à hausser ses connaissances, ses expériences.



A son tour cet enrichissement personnel opère sur la perception de soi, en un cercle vertueux dans le meilleur des cas. Parallèlement à l'état de conscience où l'individu sait ou croit savoir ce qu'il est, il recherche une confirmation de sa subjectivité dans le regard des autres, et fait le constat correct ou erroné de l'écart entre ces deux images.

En retour, les autres font de même, d'où les tensions permanentes parmi les personnes, tensions à considérer comme étant naturelles au sein d'un groupe et qui se corrigent constamment. On observe que les

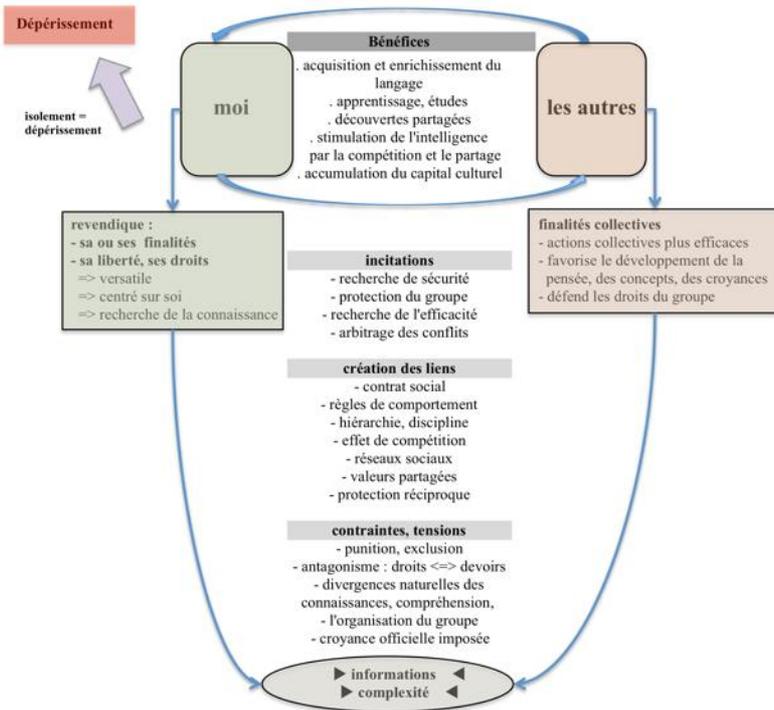
relations interpersonnelles ne sont pas seulement linéaires, mais bien circulaires. On ajoutera, dans ce même ordre d'idées, la capacité de l'homme d'intervenir sur son propre code génétique (ADN) en le modifiant à sa guise. Cette stupéfiante ouverture sur le vivant comporte le danger que naisse un thaumaturge débridé parce qu'inapte à se censurer.

- **Complexité** - La capitalisation intellectuelle de l'individu due à l'éducation d'une part, et la densité croissante des interactions (concentration de la population dans les villes, les outils de communication), d'autre part, interagissent et contribuent ainsi à une accumulation des savoirs et, en contrepartie, une complexification des relations interhumaines<sup>4</sup>.
- **Espace de viabilité** - L'aspect physiologique de cet espace relatif au vivant est connu, et ne sera pas abordé. Par contre, le point de vue psychologique mérite quelque attention. En effet, la capacité cérébrale présente quelques limites quant à la fatigue nerveuse et au stress, cause d'un recours de plus en plus intensif aux médicaments. De plus, l'expansion quasi géométrique des connaissances intellectuelles, auto-entretenu, débouche sur une masse considérable de découvertes, de nouveaux concepts, d'avancées techniques, qui toutes s'ajoutent au capital précédemment acquis, sans forcément effacer les données déjà intégrées, mais devenues obsolètes. Ce problème s'invite notamment sur le plan professionnel annonçant la détérioration de l'employabilité des salariés en passe de s'installer<sup>5</sup>.
- **L'information** - Par le langage ou la lecture, l'homme s'informe d'abord lui-même et ensuite les autres. La formulation de l'information ou sa réception est le produit de sa pensée, qui se construit en s'appuyant sur l'éducation, l'apprentissage, les expériences vécues. Il y a donc rétroaction du

transfert des données du sujet vers son ou ses interlocuteurs, et réciproquement, alors que ce même sujet est tantôt l'un, tantôt l'autre. Sans échange, l'intelligence, donc la pensée, ne peut éclore. Toutefois, la saturation des flux d'informations devient aujourd'hui un vrai problème, parce que donnant lieu à un bruit de fond trop intense couvrant leur signification. Un autre effet pervers se produit concernant le degré de pertinence des nouvelles déversées quotidiennement par les médias, à l'état brut, voire même sciemment erronées. En l'occurrence, l'individu subit et se noie dans un fatras de données disparates susceptibles d'altérer son jugement, son comportement.

- L'équilibration - Cet attribut dépend de la personne qui assure elle-même ce processus de stabilisation, sauf cas de déficit mental et/ou physique.

Fig. No 1a - Appartenance au groupe



Indéniablement, l'homme possède les caractéristiques d'un système, renforcées par son appartenance à un groupe. La fig. No 1a opère la synthèse de ce chapitre, permettant de cerner rapidement les diverses relations circulaires ayant contribué à la socialisation étroite et universelle des individus.

Pour compléter la fig. No 1a on ajoutera les commentaires suivants :

Au niveau de la personne - L'espace de viabilité biologique tend à augmenter, mais pour la partie non active, entraînant des coûts médicaux et d'aides sociales excessifs.

- L'enrichissement du particulier, sur le plan de la connaissance, tend à s'accroître, si on se réfère au capital cumulé d'informations qu'il reçoit au cours

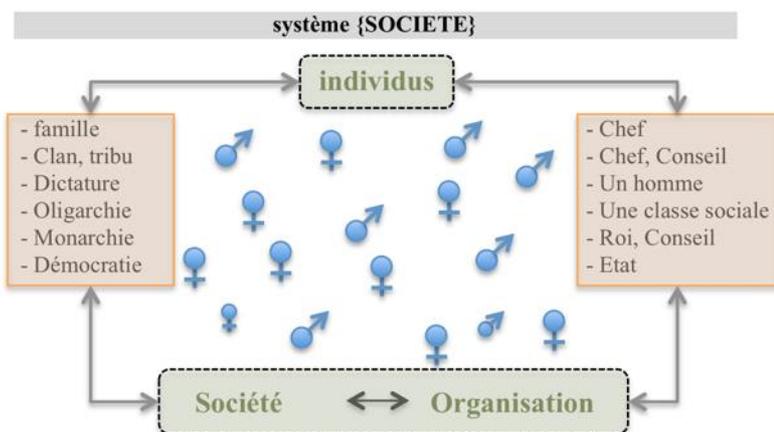
de son existence. Toutefois, la sagesse, l'éducation, n'ont guère progressé depuis Socrate (470 -399 av. J.-C.) si l'on s'en remet aux débats décevants que nous sommes contraints d'entendre relevant du politique, de la culture, de l'éthique ou du social, ou encore de l'économie. L'éducation subit également une dérive vers le réalisme économique avec, pour résultat, de reléguer en zone périphérique des branches utiles à la construction et à l'expression de la pensée. Or, on oublie que la pensée se forme avec patience et longueur de temps, alors qu'aujourd'hui nous agissons fébrilement dans l'immédiateté, dans l'instantanéité, ambiance peu propice à la réflexion, la construction de soi. En outre, et pour en revenir au thème du savoir-vivre, il est difficile de se départir du sentiment que la simple norme du respect d'autrui est de plus en plus oubliée.

Au niveau des autres - La cohabitation de ces deux systèmes est très étroite au même titre que les étoiles binaires ou la plus grosse (les autres) capture la matière de la plus petite (moi). Ce transfert est dû à l'emprise allant s'accroissant du TOUT sur ses unités ; cette emprise se traduit par un sentiment d'assujettissement de plus en plus fort et subi, avec de moins en moins de consentement. Cette évolution est la conséquence d'un accroissement de la complexité du collectif, lequel est appelé à fournir toujours plus de prestations, cela dans un environnement à la fois changeant et réciproquement aussi influencé par la société.

### III. Typologie du collectif

La sociabilité ayant été examinée sous l'angle systémique, il convient de considérer très brièvement les divers types de sociétés connus, selon la fig. No 2.

Fig. No 2 - le système « sociétés »



On relève qu'à une catégorie de collectivité correspond le détenteur d'une autorité exclusive ou partagée, individuelle ou assumée par plusieurs membres de la communauté. La possession et la structure de ce pouvoir impliquent une organisation ad hoc, laquelle est également susceptible d'exercer une influence sur les caractéristiques de cet exécutif, en une relation circulaire qui s'auto-entretient. En outre, des emboîtements sont possibles, par exemple la famille dans l'Etat, ou des clans, des tribus qui

s'agrègent pour constituer un gouvernement dont l'autorité est plus tolérée que consentie, et qui devient effective seulement lorsque des circonstances graves l'exigent.

Toutefois, il convient de constater que la forme la plus évoluée connue et pratiquée se révèle être la démocratie représentative. En effet, celle-ci concilie parfaitement l'espace des libertés individuelles et leurs expressions avec les contraintes-tensions occasionnées par les fonctions confiées à l'Etat. En tant que système, ce régime est pareillement assorti des caractéristiques infra.

- Finalité - Les finalités sont réduites à des principes généraux, respectés par la classe dirigeante et aussi largement acceptés par la population. Ces objectifs, inscrits dans la Constitution, forment la trame sur laquelle se façonnent les règles et comportements de tous les citoyens. Malheureusement, pour des motifs ridicules, les politiciens ont fait de cette charte (en Suisse notamment) un fourre-tout dénaturant son message. Ce manque de lisibilité est d'autant plus regrettable que les finalités particulières sont partiellement bridées par celles, confuses, défendues par l'Etat. Dans ce cadre, l'optimum social promis par les partis politiques ne correspond pas à celui des individus, d'où des dissensions irréductibles dans la mesure où le particulier tolère de moins en moins cette ambiguïté ; il en découle une perte de consensus social portant atteinte à la cohésion de la communauté.
- Totalité - la démocratie forme une totalité cernée par les frontières du pays, et à laquelle, chaque citoyen se reconnaît par des références de langue, de culture, de religion.
- Interactions - La densité des prestations fournies par l'administration publique et réciproquement celles exigées des particuliers crée une forte densité d'interactions linéaires et circulaires, selon les cas. De manière presque imperceptible si l'individu évolue au contact de ses proches, le collectif en subit alors les effets qui se répercuteront sur l'Etat. Ce dernier, par l'empreinte qu'il exerce sur les administrés, contribue aussi à cette lente transformation ; bref, risquons la maxime : l'homme fait la société, et celle-ci fait l'homme.
- Organisation - La complexité de l'organisation de nos communautés modernes est à la mesure de celle de l'Etat (avec son administration) à la fois acteur économique important, régulateur des diverses fonctions privées, et administrateur des affaires sous gestion publique. En outre, l'organisation en question exerce sur les particuliers des contraintes de tous ordres par des obligations actives de faire ou de s'abstenir, de respecter des normes ou des consignes.
- Régulation - Les processus complexes de la fonction politique contribuent à la régulation des actes souverains publics, lesquels doivent se conformer à l'esprit de sa constitution. L'appareil gouvernemental, lui-même a mis en place de nombreuses procédures de régulation afin de protéger le sujet de lui-même ou de tiers malveillants.
- Ordre - L'ordre lié à l'organisation est un impératif, notamment concernant les processus et les relations : Etat ↔ citoyens et : citoyens ↔ citoyens. Toutefois, des règles trop rigides imposées par une administration zélée risqueraient de conduire à des frustrations et à une lourde et coûteuse bureaucratie. Sous ce terme d'ordre, est également inclus le respect des normes légales et des comportements. Une telle attitude induit la confiance dans les rapports des

acteurs entre eux, sentiment malheureusement galvaudé à cause d'un cynisme trop souvent pratiqué par ceux mêmes qui devraient montrer l'exemple.

- Complexité - La complexité de notre société est patente, d'autant plus que les effets de la globalisation de l'information déstabilisent l'équilibre des systèmes sociaux, lesquels traversent, pour la plupart, une phase de crise d'ajustement. La complexité est à considérer comme étant incontournable dans la mesure où les citoyens sont exigeants quant à leur sécurité, leur confort, leur santé, et enclins à préserver, voire accroître leurs droits et à réduire leurs devoirs. S'ajoute l'empreinte accentuée des technologies du numérique, de la connectivité : homme ↔ machine.
- Entropie - Tout le monde a fait ou fera l'expérience des phases de vie que traversent les espèces vivantes, c'est-à-dire l'effet de corruption. Cette loi propre au système affecte également les sociétés selon le cycle classique : développement => apogée => déclin => disparition ou renaissance, etc...
- Information - La capacité des médias à traiter les informations a évolué de manière extraordinaire tant en volume que dans l'espace et la durée. Sans données échangées le système s'effondre, mais aujourd'hui on peut se poser la question : ne sommes-nous pas dans l'excès, la saturation ? De plus, le temps de l'information s'est considérablement amenuisé, l'une chassant l'autre toujours plus rapidement. La vacuité qui en résulte n'enrichit pas, mais appauvrit plutôt la connaissance, la transformant en simples opinions, dont seules les plus tonitruantes auront des chances d'émerger du bruit ambiant. En d'autres termes le quantitatif tend à submerger le qualitatif.
- Viabilité - La société fonctionne dans son espace de viabilité déterminé par les facteurs suivants :
  - présence ou absence de matières premières ou de surfaces cultivables ;
  - poids économique et degré de productivité de l'appareil de production, ouvert sur le monde ou fermé ;
  - degré de cohésion sociale et économique ;
  - qualités personnelles des acteurs de la collectivité ;
  - ...

La comparaison du bilan de santé d'une nation comme la Suisse et d'un pays comme la Grèce montre que la viabilité de l'un et l'autre est quasi aux antipodes. Ainsi, un Etat tel que la Grèce, qui a fait fi des règles élémentaires d'une bonne gouvernance, est aujourd'hui relégué au rang de pays rongés par la corruption, l'inefficacité et dépendant de l'humeur de ses créanciers. Son espace de viabilité est, par conséquent, réduit et l'agrandir demandera des efforts importants supportés par la population.

- Antagonismes - L'agrégation des souhaits des individus formulés en majorité par le truchement de leur idéologie politique, débouche inmanquablement sur la formation de groupes d'opinions plus ou moins homogènes, dont le nombre se réduit après des débats et des compromis. A la fin ne restent que des camps retranchés parmi les partis. A cet ultime stade, le peuple (ou ses représentants) est alors appelé à trancher et une majorité va se détacher et s'imposer à la minorité, laquelle est amenée à accepter cette décision qu'elle ne partage pas. Le vote a donc pour objet de réduire les conflits faute de quoi le système se bloquera. Contrairement à ce qui est souvent exprimé, antagonisme ne signifie pas nécessairement contradiction à éradiquer.
- Temps - Le facteur temps fait partie des attributs de la démocratie, où le temps du politique n'est pas celui de l'économie, de la justice ou de l'individu. En outre, les rétroactions qui animent la société se déroulent selon une durée allant de la quasi-simultanéité au long terme.

### Conclusion du chapitre

Sans doute, la société présente tous les caractères d'un système, formé d'unités (les individus) possédant la même spécificité. Dans ce contexte, il n'est pas étonnant d'observer que si lesdites unités constituent un ensemble cohérent, la société exerce en retour une influence incontestable sur ses constituants. Par exemple, les réseaux sociaux modifient considérablement les rapports individuels et leur agrégation aussi soudaine qu'éphémère, dans une relation de cause à effet circulaire, tout en exerçant un impact silencieux sur la société. En l'occurrence, cette boucle interactive se déroule lentement, raison pour laquelle elle n'est pas ressentie sur le court terme, mais après des décennies. Très fréquemment, une décision prise aujourd'hui induit une répercussion positive immédiate, tandis que l'impact négatif sera perçu bien plus tardivement. Le

recours aux énergies fossiles est un cas d'école significatif illustrant ce découplage temporel de deux effets éloignés et malgré tout liés. Plus récemment, la révolution numérique a été pressentie comme une avancée dans l'univers du travail, de la productivité<sup>6</sup> et de l'éducation, bref comme un progrès social. Aujourd'hui, il serait difficile de nier son impact social<sup>7</sup> visible, dont on a quelques difficultés, toutefois, à en mesurer les conséquences.

Tout ensemble complexe est capable d'évoluer, de hausser sa structure pour s'adapter aux sollicitations de ses composants<sup>8</sup> et/ou de son environnement. Cependant, une certaine stabilité des fonctions du système est indispensable, dans le sens que les temps d'ajustement soient respectés. Cette stabilité contribue à maintenir le TOUT dans sa zone de viabilité<sup>9</sup>, cela malgré les tensions nombreuses et parfois massives générées par la diversité des opinions, des intérêts, souvent antagonistes. La réduction de ces tensions s'opère par les procédures de la négociation, des débats et des votations. Dans le cadre de l'espace en question, il est indispensable également que l'information en circulation soit sincère, sans arrière-pensées, et non détériorée par l'utilisation d'une logique triviale, équivoque, destinée à tromper la perception<sup>10</sup> des individus. Or, la dérive des discours diffusés par le marais politique, les médias, au moyen d'affiches, de slogans outranciers, de mensonges, voire de vérités partielles, édulcorées, est évidente malheureusement.

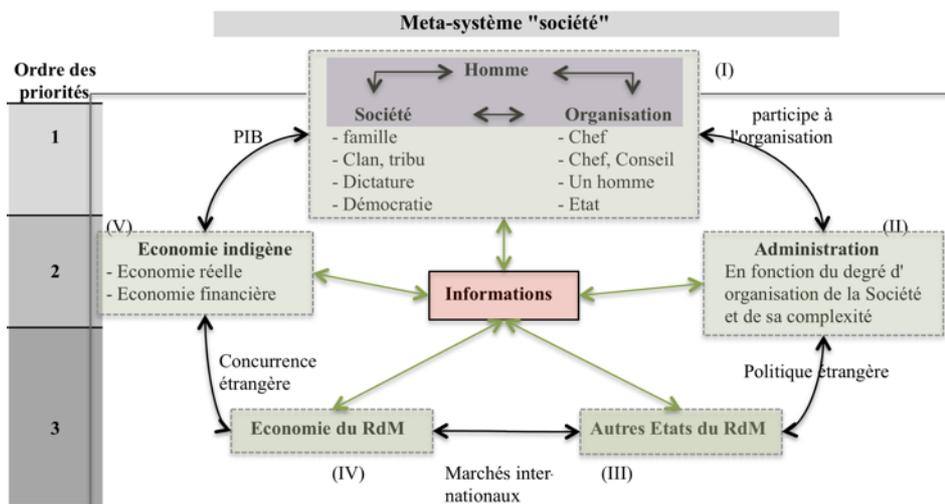
On observe également la persistance d'idées toutes faites (le créationnisme, les théories du complot...) ou éphémères, lesquelles ajoutent de la confusion dans les esprits, et affaiblit les consensus. Or, la démocratie est fondée sur la transparence, la confiance, d'autant plus nécessaire lorsque des décisions sont prises à la majorité des citoyens et s'imposent alors à la minorité. La sanction du vote est rendue acceptable à la seule condition que son objet ait été bien compris et exposé clairement sans dissimulation ou autre artifice. Bien que lieu commun, force est de constater que ces conditions sont rarement remplies, d'où une défiance vis-à-vis de l'appareil politique et un absentéisme désolant des votants.

La question de la socialisation de l'homme a été posée déjà par Aristote (384-322 av. J.-C.) et ensuite par d'autres auteurs. Beaucoup de réponses ont été tentées, notamment à propos des motifs incitant l'individu à vivre dans un collectif plutôt que de choisir l'isolement. Au motif qu'une littérature abondante traite ce sujet, seule la démocratie vient d'être examinée sous l'angle systémique. Il convient de pousser plus avant notre essai en observant le meta-système dans lequel la société est incluse.

#### IV. Le meta-système

Quelle que soit la société, imposée ou choisie, elle a besoin, pour exercer pleinement son rôle, de fonctionner avec d'autres systèmes formant alors un ensemble représenté par le modèle infra.

Fig. No 3 - le meta-système « société »



Commentaires préalables :

La société a pour tâche essentielle de réguler les composants II à V qui participent au fonctionnement du meta-système, non seulement à l'intérieur, mais aussi en relation avec les autres ensembles dont elle fait partie. A cet égard, nous pensons à tous les écosystèmes dont nous dépendons pour notre survie, en tant qu'espèce biologique, parmi d'autres menacées dans leur diversité. Par sa position en priorité 1, la société imprime sa finalité<sup>11</sup> (dans la mesure où elle en a une) aux composants du TOUT afin de lui donner un cap et une cohérence. En effet, sans objectif directeur, le macro-système est alors livré à lui-même, aux forces dominantes des autres ensembles, et à une accélération de leur entropie. Or, aujourd'hui, on est bien obligé de constater que notre société n'est plus surplombée par une finalité<sup>12</sup> exprimée et visible pour la totalité de ses acteurs.

Description des éléments du meta-système de la fig. No 3 :

I. La collectivité est composée de trois sous-ensembles indissociables (homme, société, organisation) par lesquels les intentions, les souhaits d'une population d'individus se matérialisent et ensuite se traduisent en décisions et en actes. En d'autres termes, un groupe de personnes aux caractéristiques physiques, intellectuelles différenciées s'agrègent selon leurs intérêts communs pour former une collectivité structurée en fonction des buts recherchés, des circonstances, des forces en présence ou sous l'influence du contexte ambiant. Après bien des convulsions, la démocratie s'est imposée, mais avec des nuances dans sa morphologie et sa pratique. La société ainsi constituée serait inaudible sans la présence du 3<sup>e</sup> élément, l'organisation, chargée de traduire en actes, par le biais de ses représentants, les demandes formulées par la population, ou les normes qui lui sont imposées. Ces demandes s'agrègent débouchant, après des palabres, des votations, ou des pressions, sur un consensus plus ou moins robuste. A défaut, des dissonances vont apparaître qu'il conviendra d'atténuer selon une procédure ad hoc.

II. L'administration publique se définit selon la norme européenne (SEC 95) :

*« Ensemble des unités institutionnelles dont la fonction principale est de produire des services non marchands ou d'effectuer des opérations de redistribution du revenu et des richesses nationales. Elles tirent la majeure partie de leurs ressources de contributions obligatoires. Le secteur des administrations publiques comprend les administrations publiques centrales, les administrations publiques locales et les administrations de sécurité sociales. »*

Cette instance constitue une extension du pouvoir exécutif et lui est subordonnée ; elle contribue à l'organisation, au fonctionnement du Gouvernement, et elle traduit en actes les décisions de ce dernier. A cause de cette situation de dépendance, l'administration publique figure sous la priorité 2. Toutefois, on observe que fréquemment cette institution manifeste une propension à se replier sur elle-même, oubliant sa vocation d'une part, et productrice de normes, de règles, de lois envahissantes, paralysantes, d'autre part.

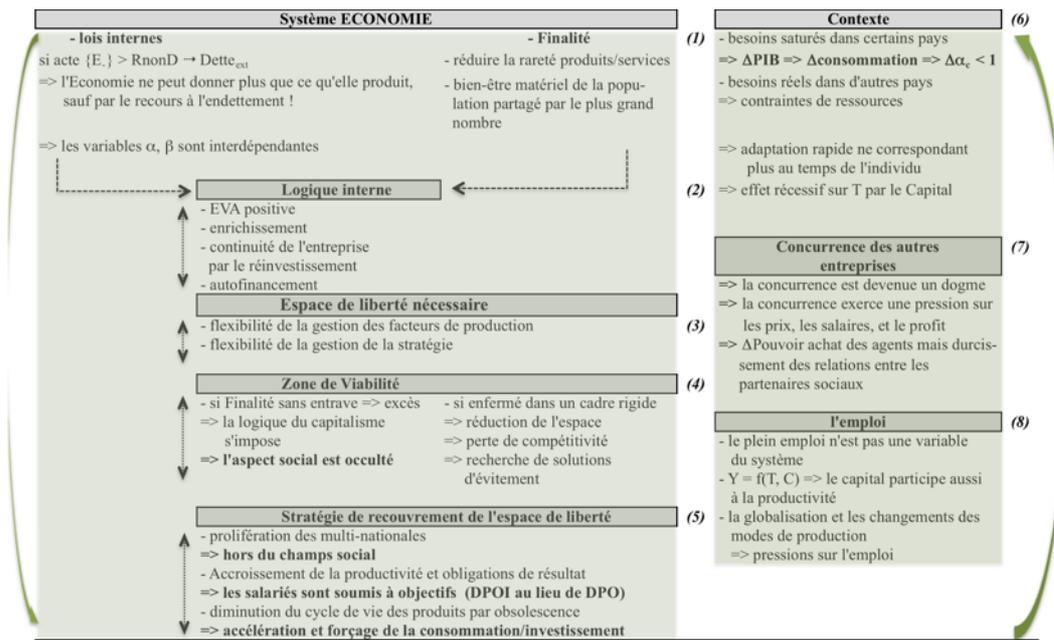
III. et

IV. Le système indigène est dans une certaine mesure tributaire du RdM dans lequel il est inclus. Les influences réciproques exercées vers et par l'Extérieur dépendent du poids du pays en termes économiques, militaires, voire intellectuels. La globalisation de la production et des échanges, l'ouverture des marchés, l'abaissement des barrières douanières a certes permis une intensification du commerce mondial, mais avec quelques inconvénients majeurs<sup>13</sup>.

V. Sous cette configuration, l'Economie, positionnée en ordre 2, contribue à la réalisation de ses finalités en réduisant la rareté des biens/services pour le confort matériel, intellectuel des individus, et pour lutter contre l'entropie dont ils sont frappés. Elle participe à la structuration du meta-système, lequel en retour agit sur cette dernière par rétroaction, sans toutefois altérer l'ordre des priorités.

D'un point de vue systémique, l'économie, l'un des piliers de cet ensemble, est présentée sous la forme d'un modèle, selon la fig. No 4.

Fig. No 4 - le système économie (V)



Commentaires relatifs à la fig. No 4 :

1. L'Economie est assortie de finalités<sup>14</sup> que nous avons réduites à deux principes fondamentaux. Toutefois, ces finalités sont cadrées par des règles internes au système, notamment la loi de la productivité qui détermine la capacité de fournir un volume donné de biens ou services. Au-delà, le recours à l'endettement sans discernement devient la seule possibilité de consommer plus. La combinaison de ces deux éléments conduit à la formation de la logique de cet ensemble et de ses unités.
2. Les échelons de production, de vente, ou prestataires de services, sont soumis à des lois internes qu'il convient de respecter. A ce titre, l'entreprise ne survit que grâce à l'obtention d'un profit suffisant, et aussi à la souplesse de son organisation, de sa capacité d'adaptation. Le  $R_{global}$  généré par l'activité de production se répartit auprès des catégories : a) ménages (forme le pouvoir d'achat des salariés), b) entreprises (assure le rendement du capital investi), et c) l'Etat (couvre le champ des activités publiques au sein de la Nation). Le revenu des établissements constitue une variable-clé du système, parce que ceux-ci ne survivent que grâce aux profits qu'ils réalisent. Cet impératif participe à la logique interne forte qui détermine la gestion de ces derniers ; à défaut de gain, leur disparition est assurée.
3. L'espace de liberté de la firme est aujourd'hui rétréci par le politique au moyen de lois paralysantes. Pour preuve les obstacles aux licenciements, le code du travail parfois inintelligible, des lois fiscales confiscatoires, une bureaucratie envahissante. En outre, la stratégie de l'entreprise, essentiellement lors de restructurations, ne doit pas être entravée, pour autant qu'elle se justifie par les circonstances.
4. Comme tout système, l'Economie fonctionne à l'intérieur de son domaine de viabilité confinée par des contraintes l'empêchant de créer des dommages aux autres ensembles. Un espace de liberté sans limites confère à l'entreprise une zone de possibilités très large et une capacité d'adaptation aux changements élevée. On tombe ici dans le libéralisme dur préconisé par certains partis. A l'opposé, une société dont le champ de viabilité est restreint subira des handicaps de compétitivité ; elle tentera alors de trouver des solutions d'évitement<sup>15</sup>. On retrouve les dogmes socialistes n'ayant cessé de resserrer l'aire de liberté des entreprises. Les atteintes au dit espace se lisent dans des corpus de lois à forte emprise, et par une absence de dialogue entre les partenaires sociaux. Le réglage du domaine en question est délicat et c'est la formule du « juste milieu » qui prévaut, en l'absence de normes pertinentes

chiffrables et visibles.

5. Dès lors que la zone de liberté de l'entreprise s'amenuise, son dirigeant cherchera des issues pour recouvrer la souplesse dont il a besoin pour fonctionner. D'autant plus, la mondialisation<sup>16</sup> a pour effet d'élargir les marchés, d'aviver la concurrence, d'accélérer l'obsolescence de certains produits/services, bref de perturber l'ordre des Economies et de leurs constituants. Les nécessités de s'adapter, se transformer, se restructurer, se redimensionner, se révèlent avec insistance lors de cette phase de désordre où des opportunités apparaissent, des positions dominantes surgissent ou disparaissent. Or, la capacité de surmonter ces changements est subordonnée à la solidité financière des entreprises confrontées à de tels problèmes.
6. La concurrence est un aiguillon utile largement admis et pris en compte dans les milieux concernés. Toutefois, toute bonne idée comporte aussi son côté sombre. Ainsi, le cycle<sup>17</sup> : destruction => création d'entreprises, provoqué par cette compétition, engendre les dégâts psychologiques du chômage, d'autant plus lorsque celui-ci prend une forme structurelle. Par ailleurs, on ne peut nier que les relations sociales se sont sérieusement détériorées depuis plus de 30 ans, sous l'influence de cette course à la compétitivité.
7. La mondialisation met en contact des Economies hétéroclites, dont les écarts de développement sont importants. Auparavant isolés, ces systèmes entrent alors en interactions provoquant en leur sein des ajustements aux conséquences parfois sévères. De plus, la confusion entre libéralisme et dérégulation a permis des comportements inadmissibles de la part d'entrepreneurs (salaires choquants,...) de firmes (licenciements injustifiés...) d'Etat (corruption...).
8. On ne dira jamais assez que le plein emploi n'est pas assuré, contrairement à l'enseignement des Classiques. La main-d'oeuvre n'est pas une variable, mais plus un paramètre, à cause de la spécialisation des postes de travail, du binôme {T, C} impossible à dissocier, et du temps d'adaptation du salarié à un nouveau job. De plus, la fonction de production tend à renforcer le rôle du capital dans les processus d'où un effet récessif sur l'emploi. Par conséquent, des poches de chômage structurel se forment, difficiles à résorber.
9. Concernant l'équilibrage de l'Economie, voir mon Essai No II « L'économie selon la théorie des systèmes », <http://economie-et-systeme.com>

Après la description du modèle fig. No 4, passer à la réalité n'est pas dépourvu d'intérêt. A cet effet, reprenons quelques données concernant la structure des entreprises helvétiques, données tirées des statistiques de l'OFS. Ces dernières font l'objet de la fig. No 5, laquelle montre à l'évidence une configuration hétérogène constituant à la fois une force et une faiblesse.

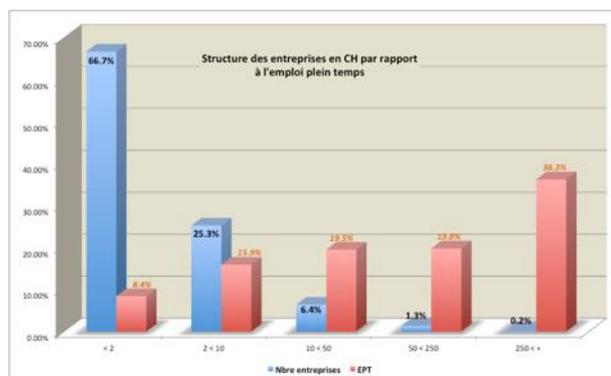
Fig. No 5 - La structure des entreprises en Suisse

Classe de tailles en EPT	Nombre Ei		Nombre d' EPT	
	Nombre	en %	Nombre	en %
< 2	395 919	66.74%	334 176	8.43%
2 < 10	149 881	25.26%	632 209	15.94%
10 < 50	38 076	6.42%	774 910	19.54%
50 < 250	7 941	1.34%	786 265	19.83%
250 < +	1 422	0.24%	1 438 176	36.27%
	<b>593 239</b>	<b>100.00%</b>	<b>3 965 736</b>	<b>100.00%</b>

source : Office fédéral de la statistique OFS 05.10.2016

EPT : emplois équivalents plein temps

Entreprises	Nombre	Répartition
sect. primaire	55 539	9.36%
sect. secondaire	91 421	15.41%
sect. tertiaire	446 459	75.26%



Force par sa diffusion dans toutes les strates de la société et également par sa diversité constituant un socle à l'intérieur duquel a lieu le processus de destruction-créatrice impliquant, de la part des dirigeants, une grande mobilité et créativité ; mais faiblesse par la vulnérabilité de ces unités « too small to be saved » et à la merci de beaucoup d'aléas tels que les problèmes de trésorerie, de concurrence, les mutations techniques éruptives, les lourdeurs administratives et juridiques.

Les grands établissements de plus de 250 EPT, au nombre de 1'422, incluant plusieurs multinationales, présentent une base structurelle et financière plus robuste sans échapper pour autant aux rigueurs de la compétition.

Le pilier « Economie » occupe certes dans le meta-système une position centrale, mais qui ne doit pas être, pour cette raison, dominante. Un fonctionnement harmonieux du meta-système commande donc que le rang des priorités soit maintenu sous peine de son lent dépérissement avec, pour conséquences, une indétermination préjudiciable des finalités. Or, cet état de désorganisation existe aujourd'hui, avec en prime un dérèglement des milieux naturels, non plus probable, mais assuré ; l'incertitude concerne, quant à elle, l'intensité de ce dérèglement.

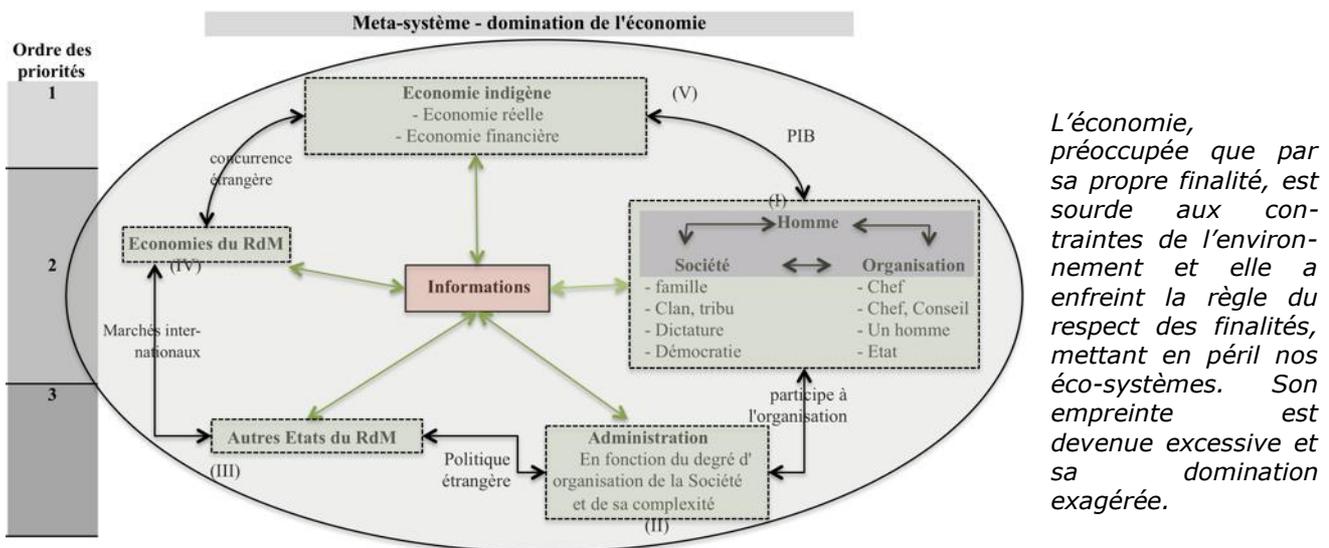
## V. Malaise au sein de nos démocraties - Essai de recherche des causes

### V.1 Confusion des ordres

Depuis plusieurs dizaines d'années et insidieusement, l'Economie forge notre société, la plie à sa volonté et brise toute velléité de résistance. Cette évolution se fait avec le concours zélé de la classe politique influencée par des idéologies dépassées et/ou sous l'influence des lobbies<sup>18</sup>. Comment alors expliquer cette fâcheuse dérive ?

Plusieurs causes<sup>19</sup> s'enchevêtrent, interagissent, formant un nœud dense d'effets dont il est difficile de déterminer s'ils sont causants ou causés, voire les deux à la fois. Tentons donc de démêler cet imbroglio. Le schéma qui suit illustre cette situation de désordre à laquelle nous sommes confrontés, mais déjà pressentie depuis de nombreuses années déjà.

Fig. No 6 - La confusion des ordres



On relève que l'Economie a, par une lente migration, pris le contrôle de la priorité 1, tandis que le groupe Société tombe en 2. Il n'est pas difficile alors de constater que la finalité du TOUT est dominée par cette discipline, soumettant les ordres 2 et 3 à sa logique, laquelle s'est repliée sur elle-même.

On conviendra aussi que la société n'oppose pas d'objectif convaincant face à cette tutelle. En effet, la parole politique est toujours basée sur des doctrines dépassées, sans horizon, sans perspective. Dès lors, le discours économique creux est devenu la norme parmi le microcosme des partis, pimenté par des considérations verbeuses d'équité, de justice sociale et autres banalités. Ainsi, le projet de société est restreint à son aspect matériel seulement. De nombreux exemples<sup>20</sup> peuvent être cités révélateurs de cette suprématie de l'Economie aux dépens des autres systèmes. En outre, ce recul du politique aura permis à l'appareil administratif III de prendre des libertés et de s'ériger en acteur agissant de la société, sans consulter les citoyens. Cette évolution est à ce titre remarquable au sein de l'UE, révélant une stupéfiante propension à légiférer tous azimuts, et une pugnacité à imposer ses ukases. Comme si cela ne suffisait pas, ce contexte de domination a engendré une détérioration des conditions de travail et un durcissement des rapports sociaux.

## V.2 Le malaise dans notre Société civile

La simple mutation des catégories dans l'ordre des priorités aura suffi de créer une confusion de ces dernières aujourd'hui largement répandue. Ce désordre datant de plus de 30 ans, anodin au premier abord, a pourtant provoqué des répercussions considérables, lesquelles se lisent, plus tardivement, dans l'état pollué de notre planète et des dysfonctionnements des pouvoirs publics. On retrouve le principe où une petite cause engendre brusquement de gros effets (effet de seuil), que l'on observe souvent dans les systèmes.

En fait, le monde politique endosse la responsabilité d'avoir abandonné la direction du meta-système, livré aux mains notamment des grandes entreprises, des consommateurs sous l'influence omniprésente de la publicité envahissante, et des médias complaisants, si ce n'est en panne d'idées. Conséquences : En se limitant à une observation passive des événements, ou en proposant des solutions inappropriées issues de la logique linéaire dépassée, les politiciens nous ont et nous conduisent dans les impasses sociales, économiques, financières, écologiques, trop longtemps niées, ensuite minimisées et aujourd'hui reconnues tardivement.

Corriger cette tendance mortifère implique alors le retour en priorité 1 du complexe « Société », mais sans barbarisme<sup>21</sup>, et à la condition que les intentions soient connues et admises par une large majorité du public. Dès l'instant où les finalités du complexe en question re-deviendront dominantes, alors une cohérence<sup>22</sup> forte de toutes les autres émergera, de sorte que l'objectif social sera non seulement respecté, mais aura aussi la capacité d'évoluer en même temps que le contexte général. En outre, il n'est pas inutile d'insister sur le fait que fixer les grandes orientations d'un système suppose que des garde-fous existent non seulement pour contenir ces dernières, mais aussi pour les protéger des influences négatives externes susceptibles de les affaiblir.

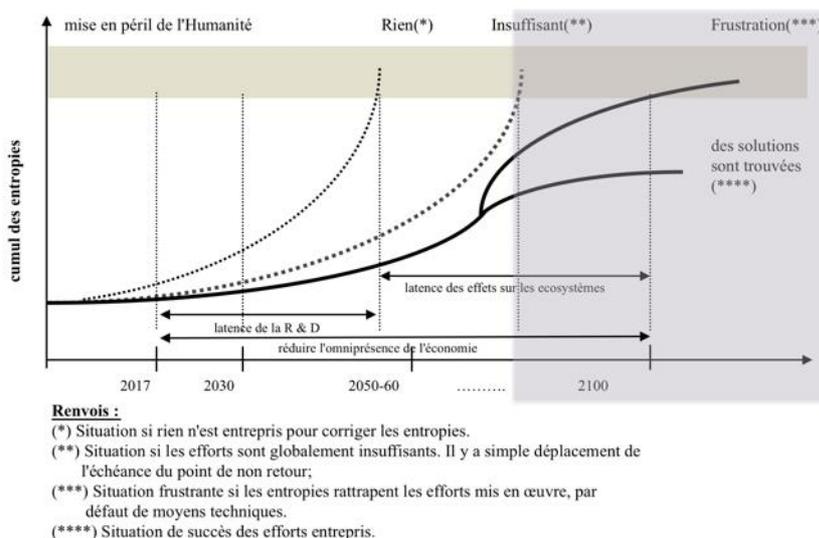
Des conflits de finalités au sein du meta-système sont inévitables entraînant des contradictions qu'il convient de gérer plutôt que d'éliminer. Ces conflits sont inhérents à la nature systémique du TOUT et de ses composants. En effet, les nombreux antagonismes qui s'opposent, se résorbent, réapparaissent, participent à la dynamique du système et à son équilibration. Vouloir à tout prix éradiquer ces antagonismes, sous le prétexte d'inefficacité, de perte de temps ou encore d'autorité, n'est pas des plus judicieux parce que favorisant la naissance de barbarismes encombrants. En l'occurrence, la règle du juste milieu est applicable, à défaut de disposer de repères précis et immuables, susceptibles de nous affranchir de la logique floue détestée, mais impossible d'ignorer. Reconnaître cet état ne signifie pas renoncer, mais s'habituer à vivre dans un contexte où les contradictions ne sont pas vues comme des erreurs, mais comme principe d'équilibration.

La prééminence de l'Economie que nous dénonçons explique en grande partie le malaise social visible aussi bien aux USA qu'en Europe, malaise qui s'exprime par un désintérêt de la chose publique, par un mépris de plus en plus répandu de la classe politique, laquelle est responsable de ce délitement. Cette déception se traduit par un égoïsme démesuré, par une frénésie de la

dépense, et par un manque d'esprit critique<sup>23</sup>. Le révélateur de ce trouble se voit dans les dernières votations surprenantes concernant le Brexit et la présidentielle US, mais aussi dans la montée des populismes en UE. Par populisme<sup>24</sup>, nous nous référons à la définition de Hubert Védrine : « ...C'est la réaction violente de peuples qui se sentent abandonnés et méprisés. »<sup>25</sup> En l'occurrence, cette réaction est ignorée et même rejetée dans la poubelle des raisonnements hâtifs se limitant à user de termes dépréciatifs ou de rapprochements hasardeux. La vérité est que le barbarisme de l'Economie exercé sur la collectivité n'est pas étranger à ce fossé<sup>26</sup> qui se creuse entre les détenteurs des pouvoirs publics et la population. Il s'agit de rebâtir une Communauté souveraine hors de la confusion des idées toutes faites, en reconnaissant le caractère systémique des composants du TOUT, en respectant ses limites. Il conviendrait également de transformer notre société en réduisant l'emprise de la logique de l'utilité et de la performance.

En parallèle, et par souci de ne pas perdre un temps précieux, des mesures pratiques seront à prendre, dans le sens des engagements issus de la COP21. La fenêtre opportune ne doit pas être ratée afin que les multiples corrections à mettre en œuvre aient le temps de briser le cercle vicieux du réchauffement climatique et d'autres pollutions. La figure infra illustre le dilemme auquel tous les habitants de la planète sont désormais confrontés.

Fig. No 7 - Le dilemme



Si les multiples atteintes à nos écosystèmes sont visibles et inquiétantes, la mesure de leurs impacts n'est pas encore intégrée dans les esprits, d'où une étonnante passivité de la population pourtant consciente de la gravité des problèmes, mais se sentant démunie quant aux solutions à mettre en œuvre.

Faute de se résoudre à réduire l'influence des groupes industriels, le bruit, la cacophonie et la fureur des réflexions aux dépens de la cohérence de l'ensemble, continueront à contribuer à la dislocation de nos démocraties. Bien sûr, le capitalisme a contribué à améliorer le niveau de vie des populations, et il ouvre des perspectives formidables concernant la connectivité, l'intelligence artificielle, la biologie, la médecine, les matériaux artificiels, bref toutes les disciplines scientifiques. La société subira les effets de ces mutations, à la fois positifs pour les uns et douloureux pour d'autres. Une telle situation de bouleversement nécessite alors une régulation ferme afin de confiner cette phase de restructuration dans des limites acceptables, autant pour les citoyens, l'économie<sup>27</sup>, que pour la sauvegarde des grands équilibres écologiques.

En l'occurrence, il ne s'agit pas de désespérer, mais bien de réinstaller le cadre politique en priorité, avec la condition impérative qu'il soit à la hauteur<sup>28</sup> de cette immense responsabilité.

## **VI. Vers un contexte compliqué**

Au chapitre précédent, les perturbateurs de la société dont découle un malaise palpable ont été examinés. Ce malaise se révèle notamment par le résultat des dernières élections françaises à la présidence, balayant de la scène politique les partis pourtant installés de longue date. Ce vote de défiance masque de profondes fractures sociales que l'on retrouve d'ailleurs dans plusieurs pays développés. Sous des apparences de tranquillité, le feu couve.

S'ajoutent des perspectives affolantes d'une société en voie d'être de plus en plus robotisée, mais dont une part des facultés intellectuelles individuelles tombera sous l'influence d'une intelligence augmentée collective pas forcément au bénéfice de l'individu. De plus, les personnes seront intégrées (si ce n'est prisonnières) dans un filet de connexions circulaires comprenant leur sphère privée, leurs biens, leurs propres entreprises, leurs employeurs.

Lors de sa conférence du 14 janvier 2016<sup>29</sup>, M. J. de Rosnay donne sa vision de l'entreprise à un horizon de 13 ans. Compte tenu de ce que nous pouvons pressentir, je suis enclin à partager son point de vue, mais avec un sentiment mélangé entre l'enthousiasme et la perplexité. En effet, si le monde bouge, en réaction ses constituants aussi, dans une relation de cause à effet circulaire et ainsi de suite. Ce constat fait, qu'en sera-t-il alors du sort des individus dans ce malstrom suscité et justifié par des impératifs économiques ? Les sections qui suivent tentent d'apporter un éclairage et une réponse nuancée.

L'adage : « le monde bouge », fréquemment entendu et souvent utilisé comme alibi, est largement partagé, mais avec des sentiments contrastés, positifs ou réservés. Toutefois, quelles seront les implications sociales des changements prévus ? Ces préoccupations ne reçoivent aucune réponse autre que des supputations. Pourtant, cette simple question n'est pas dépourvue d'intérêt.

A ce propos, j'observe :

- les interdépendances circulaires se sont globalisées, notamment par les réseaux sociaux, lesquels contribuent à la création de connaissances, de croyances, de mouvements d'opinion aussi changeants qu'éphémères. Se forme ainsi une intelligence collective d'une qualité discutable, à l'insu même des personnes. De plus, les médias participent à ce phénomène d'agrégation d'idées perçues vraies, alors que souvent erronées, partiellement ou totalement.
- au niveau économique les flux mondialisés de l'information ont débouché sur une globalisation des échanges, de la production, de la distribution, avec pour effet une intégration des économies et une synchronisation de leurs cycles. Il en résulte une concurrence accrue, une lutte pour la survie des entreprises, mettant le système en continuelle phase d'ajustements, donc en perpétuelle rupture d'équilibre. Il en est de même concernant le domaine financier. Par ailleurs, le processus de destruction créatrice des firmes est accéléré, par la concurrence des prix, le renouvellement rapide du contenu technique des produits. Se créent alors des asymétries de durée entre les deux termes de ce processus. De ce fait, le temps d'adaptation/restructuration des entreprises est plus court forçant les employés à un rattrapage continu, tout en précarisant l'emploi.
- Le niveau de perception des problèmes, voire des conséquences de leurs corrections, n'est pas identique pour les grandes et petites entreprises, les salariés, les fonctionnaires, les politiciens. Il en découle souvent des divergences d'opinions irréconciliables et des ajustements inappropriés, voire franchement contre-indiqués.

- il convient d'insister lourdement sur le fait que la logique de la performance et de l'efficacité économique ne coïncide pas avec celle de l'écologie. Aujourd'hui, ces deux logiques s'affrontent avec pour résultat de sombres perspectives climatiques<sup>30</sup> et des pollutions irréversibles, sans compter les menaces sur nos richesses alimentaires, entre autres. Le fossé, s'agissant des systèmes précités, engendre alors des entropies difficiles à minimiser. En outre, la raréfaction des ressources utiles est susceptible d'être à l'origine de graves désordres sociaux.

Une part largement majoritaire de la population n'hésite plus à penser que l'Economie nous conduit vers le chaos écologique, et qu'il n'est plus pensable de poursuivre dans cette voie. Par conséquent, changer l'ordre des processus existants s'avère indispensable, mais signifie devoir changer de bien mauvais penchants qui imprègnent nos mentalités. Des obstacles structurels restent cependant à franchir.

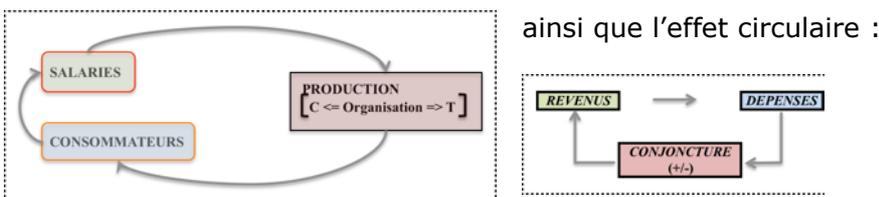
## VII. Les obstacles aux réajustements

A l'heure de prendre des décisions importantes dans l'esprit de la COP 21, l'Economie est-elle en mesure de subir leurs impacts ? La réponse positive appelle toutefois quelques réserves. En effet, l'organisation des modes de production et l'impératif des échanges imposent aux agents de procéder à de nombreux arbitrages à cause des fonctions qu'ils sont susceptibles d'assumer, illustrées par le schéma infra. En outre, l'avenir d'une population conduite, à son insu, sur la voie de transformations radicales de ses habitudes, et aussi des modes de production, risque fort d'entrer en conflit avec les ajustements indispensables à mettre en vigueur. Indéniablement, les ajustements en question, pour autant qu'ils ne soient pas inconsistants, s'adosseront à des investissements importants demandeurs de fonds prêtables, dans un environnement financier déjà amplement sollicité.

Avant d'envisager infléchir la marche de l'Economie, il s'agit d'entrevoir les obstacles qu'il conviendra de franchir préalablement, savoir :

### a) dualité : salariés - consommateurs

Les salariés présentent un double statut. Ils participent à la production de biens/services contre rémunération ; en même temps, ils dépensent leurs revenus (en partie ou en totalité) pour satisfaire des besoins courants, de prestige, de confort. Bref, à cause de cette dualité, les ménages contribuent à l'entretien de la boucle :



Par conséquent, toute décision touchant l'emploi, les salaires, le pouvoir d'achat des ménages produira ou subira cette circularité positive ou négative. C'est bien ce qui risque de se réaliser au regard de la séquence probable :

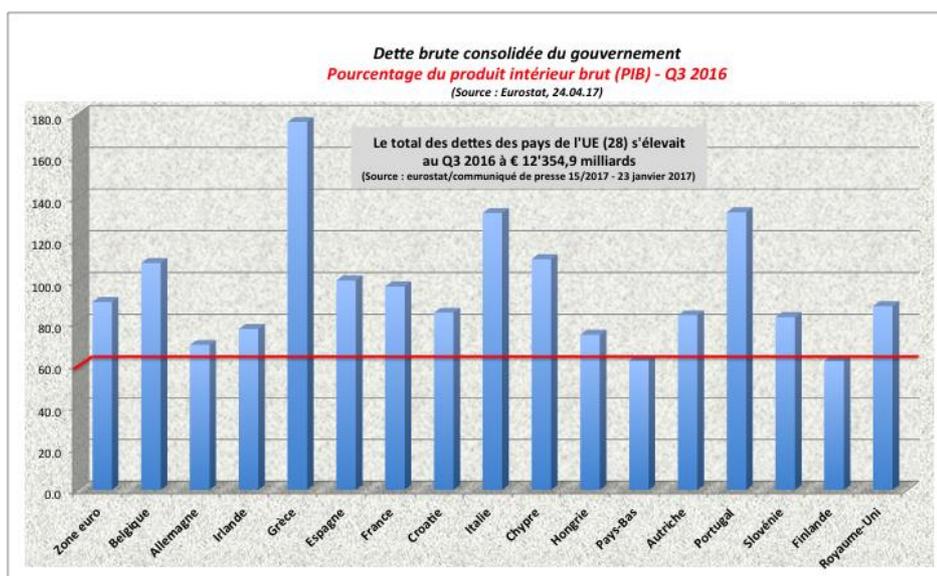
<b>Séquence - dualité : Salariés &lt;=&gt; Consommateurs</b>		
<b>Changements structurels du PIB<sub>global</sub> prévisibles</b>		
<b>PIB<sub>industriel, artisanal</sub></b>	<b>→ C &gt; T → récessif par robots → gisements de productivité</b>	contexte : - ajustement énergies, - lutte contre les pollutions, - économie des ressources - sauver les diversités - recyclage des entropies
	<b>↳ ∇ sur emploi    ↳ ∇ PVte/=R(Ei)</b>	
<b>PIB<sub>services</sub></b>	<b>→ C &lt; T Δ Emplois services → faible productivité</b>	
	<b>↳ concurrence robots, connectivité</b>	
<b>↳ Δ chômage structurel</b>		
<b>∇ = diminution</b>	<b>Δ = augmentation</b>	

Si cette séquence paraît plausible, notamment à cause des impératifs écologiques incontournables, les effets sur l'emploi seront difficilement chiffrables, mais certains. Le système est donc en voie de traverser une longue période d'ajustements relatifs aux techniques de production, de vente, de distribution, d'organisation, et de qualification requise des emplois. A en croire M. J. de Rosnay, op.cit., l'intensité des changements sera élevée, mais avec quels impacts sur le niveau des salaires, de l'employabilité des collaborateurs, de leur degré de liberté, de satisfaction, sans oublier le degré de présence intrusive de la logique économique, la question n'est pas anodine. D'autant plus que ces transformations majeures auront lieu conjointement dans le cadre du combat à mener contre les dégradations climatiques déjà en œuvre. Il est à craindre que ce double changement soit alors conduit selon une logique purement économique, et plus encore, non régulée.

### b) Obstacle financier

De nombreux pays souffrent d'un endettement financier trop important, ce que souligne le tableau No 8. Cet état d'emprunts excessifs constitue un obstacle certain lorsqu'il s'agira de mobiliser des capitaux utiles à la lutte contre le réchauffement climatique (notamment payer les reconversions énergétiques), indispensables pour financer les charges dues au vieillissement de la population indigène, et du chômage structurel, et pour résoudre les répercussions, en matière de coûts, de l'immigration de masse mal contrôlée. Ces dépenses seront essentielles au maintien de la cohésion sociale lorsqu'il conviendra de faire des choix douloureux en matière d'orientation de nos activités industrielles, sans compter, à défaut d'entente, de défendre nos priorités géostratégiques.

Fig. No 8 - Endettement des pays de l'UE



En complément de ce graphique, prélevons quelques chiffres affichés sous le blog du FMI (le 5 octobre 2016) et commentés par le journal « Les Echos ». En 2015, la dette mondiale s'élevait à US\$ 152'000 milliards dont US\$ 52'000 milliards concernent les emprunts publics et US\$ 100'000 milliards les emprunts privés. Tout à fait à propos, je cite l'analyse pertinente de Marc Fiorentino<sup>31</sup> : « *Le problème que pointe le FMI est triple. Tout d'abord cet océan de dettes qui recouvre la Terre n'a pas relancé l'économie. D'autre part, une dette, normalement ça se rembourse, mais comment rembourser une dette deux fois plus importante que l'économie mondiale ? Et enfin quid si les taux devaient remonter ?* ».

Les perspectives en voie de se matérialiser sont certes intéressantes, voire vertigineuses. Toutefois, il convient de tempérer l'enthousiasme qui peut s'emparer de nous, si l'on considère le lien dual décrit plus haut, et le devenir incertain des emplois de demain. Quel sera le statut

social du salarié, du sous-traité, de l'indépendant ? Sur ce point, nous sommes tous dans un univers de doute total.

## VIII. Subir et maîtriser

Les deux obstacles majeurs qui rendront plus difficiles les mesures d'ajustements inévitables ont été identifiés. Toutefois, les décisions qu'il conviendra d'exécuter se heurteront à des résistances aussi bien d'ordre techniques que propres aux individus concernés, d'où le titre de ce chapitre. Oui, beaucoup de personnes bénéficieront ou supporteront les effets à la fois positifs et négatifs des réformes à entreprendre impérativement, tandis que les décideurs auront pour tâche de maîtriser l'application des réformes et leurs conséquences.

En raison de la globalisation notamment, l'Economie des pays développés se dirige vers la séquence décrite plus haut. Compte tenu de l'intrication : [(salariés, rentiers) <=> consommateurs], toutes tentatives de corriger les dérives évoquées se solderont par des incidences financières négatives, sous la forme d'impôts et de taxes, portant atteinte au pouvoir d'achat des ménages. Le retour au respect du principe de durabilité, soit la maîtrise de nos entropies, de la biodiversité, et aussi la réappropriation de l'élevage, de la culture, en mode biologique, aura un coût inévitable<sup>32</sup> que les consommateurs devront bien supporter. Il s'agira d'une perturbation de grande ampleur que le système Economie devra affronter et gérer dans la continuité, donc hors du temps politique trop court.

A ce propos, le tableau No 11 en annexe montre que l'Economie est un ensemble à somme nulle, dans le sens que tout avantage est obtenu soit aux dépens d'une autre catégorie d'agents, soit par la mise en mouvement de dommages ou d'inconvénients, pour contrepartie. C'est grâce à la productivité améliorée que la richesse d'un pays augmente en termes réels ; à défaut, on aura affaire à des illusions.

S'ajouteront d'autres perturbateurs, c'est-à-dire les transformations pressenties induites par le développement et l'intensification de la connectivité, des interfaces : [Homme => machine, sciences], par l'évolution des processus de production, de management, etc, sans compter les mutations de la société elle-même, à la fois subis et provoqués, selon une interaction circulaire.

Tous les changements en cours et à venir que l'on connaît ou que l'on devine s'appuient sur la mise en réseaux, à plusieurs niveaux, des personnes, des entreprises, des sciences, de l'information, dans une gigantesque toile interactive, mondiale et connectée, le tout contrôlé, renseigné par des systèmes informatiques performants adossés à des programmes d'intelligence artificielle. Tous ces instruments contribueront à réaliser l'homme augmenté, pour son bonheur pense-t-on. Ce tableau idyllique est toutefois à pondérer par le fait que des éléments sont oubliés. A cet égard, je propose de les passer en revue tout en me limitant à une brève description, afin de ne pas sortir du thème de cet essai.

### a) l'entreprise - son organisation (PME)

Le développement extraordinaire de l'informatique, notamment au niveau des processus de production, la pression continue sur les coûts, induisent furtivement un accroissement du poids du capital dans le binôme : {C <= organisation => T} d'où la propagation d'un chômage structurel lent probablement inexorable. Indéniablement, en parallèle, les activités relatives à la protection de l'environnement vont se développer et créer, par conséquent, des postes de travail. Lequel de ces deux mouvements l'emportera, là est la question, sans réponse évidente en l'état des données à disposition.

En outre, on observe, auprès des grandes entreprises notamment, une tendance à externaliser des activités jugées hors de leur « core business ». Ces entreprises recourent et recourront donc plus souvent à la sous-traitance et/ou à des indépendants sur appel et selon les besoins. De la sorte, ces sociétés allègent leurs structures en transférant les risques inhérents à toute activité sur d'autres têtes, hors les liens juridiques propres à un contrat de travail.

Dans ces conditions, il est fort probable, même certain, que tous ces satellites, soumis à la force d'attraction de ces entreprises, seront fragiles lorsqu'il s'agira de négocier des contrats de service. Ces satellites seront dépendants, si ce n'est réduit aux ordres de leurs mandants. La conséquence se devine : une forte pression sur leurs prix<sup>33</sup> et leurs coûts dans un cercle vicieux dramatique. Par ailleurs, la baisse continue des marges induit déjà maintenant une accélération du cycle de vie des produits et une obsolescence rapide de l'employabilité des agents, créant alors des problèmes collatéraux de tension, de stress, de fatigue, de précarité.

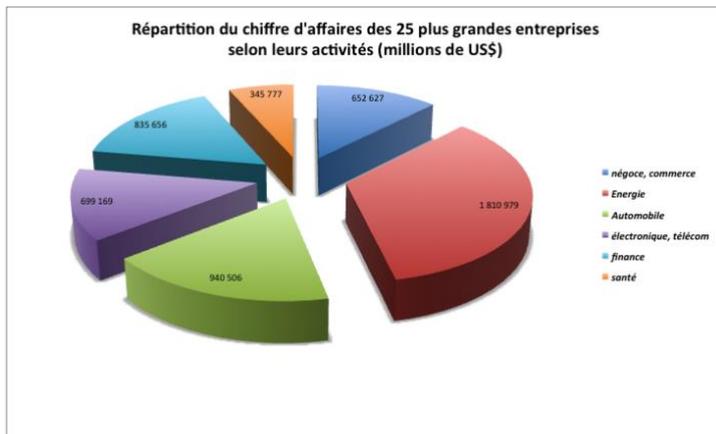
**b) Les multinationales**

Les multinationales, régulièrement plus nombreuses, verront grandir leur influence sur les gouvernements à cause des emplois que ces dernières contribuent à maintenir, directement ou indirectement. Cette masse de manœuvres sera toujours utile lorsqu'il s'agira d'obtenir des avantages exceptionnels<sup>34</sup> ou indus.

De plus, la capitalisation de plusieurs multinationales est et deviendra si importante qu'elle sera égale, voire supérieure, au PIB de certains Etats. De ce fait, ces groupes détiendront en réalité un grand pouvoir économique et politique. En outre, de par leur position géographique, ces dernières auront la possibilité de transgresser par divers moyens les lois nationales et imposeront leurs finalités. Ce risque n'est pas anodin en regard des faits que l'on observe, savoir : ascendant appuyé, si ce n'est franchement illégal, des lobbies et faiblesse de la classe politique compromise.

Le graphique No 9 infra confirme bien la place qu'occupent les multinationales dans l'univers de l'économie mondiale. On observe que leurs zones d'influence touchent des secteurs-clés, porteurs d'avenir, c'est-à-dire capables de susciter et ensuite de répondre (observer la circularité !!) aux besoins futurs.

Fig. 9 - Répartition



Activités	Chiffre d'affaires	
	mios de \$	en %
négoce, commerce	652 627	12.3%
Energie	1 810 979	34.3%
Automobile	940 506	17.8%
électronique, télécom	699 169	13.2%
finance	835 656	15.8%
santé	345 777	6.5%
<b>Total</b>	<b>5 284 714</b>	<b>100.0%</b>

On relève également quelques chiffres intéressants :

chiffre d'affaires cumulé (2015) des 25 plus grandes entreprises mondiales : \$ 5'284,7 milliards  
 par : 11'435'880 collaborateurs, tandis que  
 le chiffre d'affaires cumulé (2015) des 500 plus grandes entreprises mondiales : \$ 27'600 milliards

**c) La finance**

Le développement et l'extension du numérique et des réseaux dédiés aux opérations financières a eu et aura pour effet de globaliser encore plus la finance. De ce fait, les activités à caractère monétaire s'émanciperont davantage des échanges.

Aujourd'hui, ce secteur s'exprime très souvent hors du champ des lois indigènes, des règles politiques, fiscales, à cause de l'absence de conventions internationales. Or, on est bien obligé de constater que le dépassement des intérêts nationaux égoïstes n'est pas vraiment réel. Ce sont bien la déréglementation du système bancaire américain et de certains pays européens, ainsi que le comportement aberrant d'Etats devenus trop endettés qui ont conduit aux désordres financiers dit des « subprimes » et de la crise de la dette. Cette situation a été amplifiée par les politiques monétaires absurdes pratiquées par les Banques centrales US et UE, amenant les taux d'intérêt dans la trappe de liquidité. De plus, le fossé entre pays débiteurs et créanciers ne fait que de s'élargir, accentuant les risques systémiques de défaut de paiement.

Par ailleurs, la diminution de la rentabilité des banques les rend frileuses au crédit, pourtant indispensable au soutien de la conjoncture par le financement des impulsions  $\Delta I$ . Les petites et moyennes entreprises subissent déjà cette discrimination, laquelle contribuera à affaiblir le tissu artisanal (compris les services), industriel intérieur.

#### d) La politique

Pour faire simple, rappelons que l'idéologie libérale se place et défend les intérêts individuels avec l'idée que ce qui est bon pour le particulier l'est forcément pour l'ensemble (la main invisible !). A l'opposé, le socialisme soutient qu'au bénéfice du Tout correspond celui des individus, d'où les principes de justice sociale et de solidarité commune réalisée par la redistribution des revenus les plus élevés vers les plus modestes. Ces deux approches souffrent cependant du défaut rédhibitoire d'ignorer le caractère de la société, laquelle est appréhendable sous ses deux aspects : son Tout, ses éléments.

Nicolas Grimaldi<sup>35</sup>, philosophe, insiste avec raison et avec le talent que l'on connaît, sur le fait que la critique est consubstantielle à la démocratie, surtout sous sa forme représentative. Donc, sans débat où « *l'on soumet ses idées au jugement des autres* », pas de démocratie, et c'est malheureusement ce qu'il faut bien déplorer lorsqu'on écoute les discussions au sein des parlements nationaux, voire européens, réduits à des platitudes, des poncifs et des invectives. *Des soucis il faut se faire.*

#### e) La Société civile

Perdu dans des idéologies incompréhensibles, des combinaisons politiciennes hasardeuses, le particulier est quelque peu décontenancé, renforçant sa méfiance à l'égard des partis pourtant sensés le représenter. Il en résulte un désintérêt redoutable alors que l'urgence est de serrer les coudes pendant le temps des correctifs.

L'immigration, la recherche de main-d'œuvre étrangère favorisent dans le pays d'accueil le développement d'un communautarisme réparti en de multiples îlots, s'ignorant et refusant de respecter les valeurs culturelles du pays-hôte, voire même en les dénigrant. Malheureusement, ce refus trouve sa raison dans la mesure où les valeurs en question ne sont plus vivaces au sein même de la nation, pire encore, mal ou plus enseignées. Le passé ne constitue plus une référence, la modernité voulant que l'on se tourne résolument vers l'avenir. Nous vivons et vivrons ainsi dans une civilisation pratiquant une culture hors-sol, au même titre que les tomates (cette métaphore est à peine exagérée), nourrie d'idées diffusées en continu au goutte à goutte, régulées par ordinateur et dont le contenu sera strictement contrôlé.

En outre, les références à la Déclaration des Droits de l'Homme, à la liberté individuelle considérée comme un droit absolu, intangible, font que trop de comportements sont tolérés, étalés, exaltés, tandis que l'expression de la bêtise, de la fatuité, du paraître est encouragée. Ainsi, les idées reçues, éphémères, simplistes, sont diffusées par les médias, véritable caisse de résonance de raisonnements aussi courts que superficiels.

Conditions aggravantes, le passé n'est plus une référence formant le terreau propice au développement, dans la durée, de nos racines identitaires. Aujourd'hui, tout se vaut pourvu que ce soit dans le temps présent, dans l'éphémère. Seul l'avenir est pris en considération parce que

porteur de promesses de révolution numérique, d'intelligence artificielle, de réseaux matriciels dans lequel risque pourtant de se dissoudre la personnalité des humains.

## IX. Conclusion

L'Economie libérée de toute entrave nous conduit vers l'abîme si nous acceptons sa domination insolente. Des mesures sont à prendre sans pour autant devoir remettre tout en question. Il s'agit de passer du raisonnement linéaire à la réflexion systémique. Les pistes significatives que j'esquisserai sont, à mon avis, suffisantes pour réduire l'empreinte écologique des activités humaines, mais à la condition de faire vite et sans hésitation.

La domination exercée par l'Economie est à contester vigoureusement et constitue la première correction à réaliser. Dans ce sens, il s'agit de renoncer à considérer l'individu en tant que seule variable d'ajustement de l'entreprise en lui imposant l'obligation de s'adapter au temps de plus en plus court de l'employeur. Conséquence : le temps de l'un et l'autre se dissocie, créant des antagonismes difficiles à surmonter. Il convient donc de sortir de cette fuite en avant et calmer cette précipitation, cette agitation, cet emballement qui emportent tout.

La société est notamment sous l'influence du marketing omniprésent où le paraître, la flatterie, l'imitation, l'envie sont cultivées dans le seul but de déclencher l'acte d'achat. Or, à cet égard, le consommateur, par sa soumission, contribue à renforcer le gaspillage, à accélérer l'obsolescence des produits/services offerts, bref, il participe aussi activement à cette course épuisante pour lui-même et les ressources sollicitées au-delà de leur durabilité. En l'occurrence, il conviendrait de réduire l'exubérance publicitaire qui occupe à l'excès l'espace public et privé. A ce propos, un gros effort d'éducation reste à fournir afin de doter les particuliers d'instruments intellectuels leur permettant de réfuter les arguments spécieux qui leur sont assésés à longueur de temps.

Les carences du monde politique ont été amplement commentées dans cet essai. Il est temps que cet ordre veuille bien prendre conscience de ses comportements fautifs, d'une part, et d'autre part qu'il constitue le seul mécanisme de régulation capable et légitime de s'entendre avec d'autres Etats et d'imposer des mesures parfois coercitives, mais intelligentes, équitables et non pas entachées d'idées partisans. Ce même ordre doit apprendre à raisonner en termes de système et ne plus se limiter, par paresse ou par ignorance, à une logique linéaire insuffisante.

Par manque de régulation le capitalisme s'est comporté parfois de manière abusive, voire scandaleuse. Les raisons de ces écarts de conduite ont été exposées abondamment aux pages précédentes ; il est donc inutile d'y revenir. A de multiples reprises, des auteurs<sup>36</sup> se sont élevés, avec raison, contre les perversions du capitalisme. Toutefois, les réponses proposées pour corriger les défauts en question se résument, pour les plus extrémistes, à une suppression radicale de l'organisation de l'Economie sous sa forme actuelle. Cette proposition constitue une erreur et un leurre. Elle fait croire que supprimer le profit est suffisant pour retrouver une économie équitable. Or, il s'agit d'une confusion, dans le sens que le profit n'est pas propre au capitalisme, mais il est lié aux investissements sans lesquels une Economie stagne et dépérit, qu'elle que soit sa forme ou son appellation (se reporter au schéma No 1 du cycle P/R => R/C, p. 1, Essai II).

Le progrès (qui s'autoalimente) et l'augmentation de la population mondiale participent à la croissance économique ; l'empêcher, comme le souhaitent certains auteurs, aurait pour conséquence un lent appauvrissement de la société. Préférable, pour interrompre le cercle vicieux dans lequel nous sommes tous engagés, serait de soumettre au principe de **durabilité** tous les processus de production, consommation et d'extraction des ressources naturelles de l'ordre minéral ou du vivant. Ce principe devrait s'appliquer à toutes les décisions susceptibles d'avoir des effets systémiques spécifiques ou généraux.

Pour terminer, rappelons quelques principes à observer afin de maintenir le cap de notre meta-système et rompre le cercle vicieux dans lequel nous sommes tous, bon gré ou mal gré, engagés.

- La finalité principale, agissant comme attracteur, participe à la cohérence de l'Ensemble et optimise sa structure dédiée à l'objectif prioritaire.
- Si le but faisant référence est affaibli, celui-ci sera probablement supplanté par un autre, de rang inférieur, qui s'imposera, modifiant la priorité des ordres.
- En référence au principe I, la finalité d'un ou plusieurs systèmes peut s'affirmer librement dans la mesure où son expression ne porte pas atteinte négativement aux intentions des autres composants.
- Le temps d'adaptation du maillon le plus faible doit être respecté, au risque de le soumettre à de fortes tensions menaçant sa cohésion.
- Sauf de se conformer à la meta-finalité, les constituants d'un système ne doivent pas exercer une domination indue sur les autres groupes. L'emprise dans le sens descendant des ordres 1 à 3 est un barbarisme<sup>37</sup>, tandis que l'inverse est un angélisme.

Même si le tableau global, dépeint tel qu'il est et sera, n'est pas des plus optimistes, on perçoit dans la population et au sein de nos autorités une prise de conscience de plus en plus large du danger qui nous guette. Mais que des mesures suffisantes et efficaces soient prises dans l'urgence, la question reste encore ouverte. A l'évidence, regarder passivement les écosystèmes se dégrader est inimaginable, encore faudrait-il que les logiques simplistes, aveugles ou sous influence soient bannies sans hésiter. Toutefois, agir seul n'est pas suffisant. Ce sont par des accords internationaux (version COP 21) que les solutions encore possibles émergeront et s'affirmeront avec force.

Face aux perspectives qui se dessinent, à un horizon de 10 à 20 ans, il conviendra de remettre les ordres à leur juste place, sans que la main tremble. Pour terminer, il s'agit d'insister sur cette loi maintes fois vérifiée :

***SI LES GOUVERNEMENTS NE GOUVERNENT PAS, L'ECONOMIE LE FERA.***

# Annexes

Tableau No 11 - les + et les -

Evénement	avantages améliorations A	coûts détériorations C <sub>1</sub>	coûts détériorations induits C <sub>2</sub>	commentaires
I) augmentation des salaires ou de l'emploi salarié	ΔPouvoir d'achat ou ΔPouvoir d'achat ou ΔPouvoir d'achat	Δcoûts → ∇βI ↳ ∇PVte Δcoûts → ΔPVte	Risque : Δimportations Autilis. ressources et énergie → Δprix probable inflation	A - (C <sub>1</sub> + C <sub>2</sub> ) = 0 la croissance des coûts et compensée par la réduction du revenu des entreprises la croissance des coûts est compensée par une augmentation de la productivité d'où baisse probable du PVte effet sur le cours de la devise
II) baisse des salaires ou de l'emploi salarié	∇Coûts → ΔβI ou ∇Coûts → ∇PVte ↳ ΔPachat	∇Pouvoir d'achat ↳ Δchômage	Δalloc.chômage → ΔDép.publ.	dans ce cas le PVte reste constant ∇PVte pour s'aligner sur la concurrence si ∇Coûts < ∇PVte → ∇βI
III) baisse des aides publiques pour réduire la dette	∇Dép.publ. → ∇Dette publ. ∇Service dette	∇Pouvoir d'achat Δdifficultés financières des mén. et Ei	∇conjoncture Δprécarité emplois	exige des mesures intelligentes et un fort capital confiance de la population
IV) augmentation des aides sociales	ΔPouvoir d'achat des agents sollicités	ΔDépenses publ. Δpression fiscale ↳ ∇Pouv. d'achat des agents sollicités	Δdette publ. ou ∇Solde budg.p.	l'Economie ne peut donner plus que ce qu'elle produit ; Seule issue = emprunter/désépargner à concurrence de l'excédent des dépenses
V) accroissement réel de l'activité économique condit.: ΔI => Impulsions financières des Ei	ΔMasse salaires*(1-Tf) ΔR(Ei)*(1-Tf) ΔR(Etat) + Fiscalité ΔEmploi	Δutilisation ressources Δutilisation énergie  si Δpop. inactive > Δpop. active => Δcoûts		ne pas se heurter aux limites ressources ne pas se heurter aux limites énergie ne pas se heurter aux limites de la Demande l'accroiss. conjonct. est vertueux s'il s'inscrit dans les capacités de production de l'Economie

Δ = accroissement

∇ = diminution

PVte = prix de vente

## Commentaires :

I.1) Une augmentation de salaire compensée par une diminution du profit correspond à un déplacement des curseurs βm et βI, de sorte que le PIB n'est pas modifié en quantité et valeur.

I.2) A la croissance du pouvoir d'achat des consommateurs, les entreprises ont la possibilité d'y répondre en activant le volume produit, accompagné d'une baisse de prix pour le résorber. Toute augmentation de la production débouche sur une utilisation plus intense des ressources d'énergie. Le risque existe de voir les importations sollicitées par la demande.

I.3) Cette variante constitue la séquence la plus fréquente.

II.1) Malheureusement, profitant des circonstances des entreprises réduisent leur volume salarial pour en compresser le coût et améliorer leur rentabilité. Cette stratégie inélégante n'est heureusement pas la plus répandue.

II.2) Une baisse de la masse salariale est le plus souvent pratiquée à cause de la nécessité d'affronter la concurrence et de survivre sous ses coups de boutoir.

III) Aujourd'hui, plusieurs pays sont confrontés à un endettement trop élevé et tentent des mesures pour y remédier. Il s'agit d'un exercice délicat vu sa complexité. Des sacrifices financiers seront imposés aux citoyens, mais avec le risque d'un frein à la conjoncture. Rendre ces mesures acceptées par la population demande une crédibilité élevée quant à leur pertinence.

IV) Les aides sociales distribuées avec largesse augmentent plus rapidement que la conjoncture ; elles obèrent ainsi l'équilibre budgétaire de ce poste particulier, bafouant la règle : « l'Economie ne peut donner plus que ce qu'elle produit. » Donner plus signifie alors prélever des recettes aux dépens du capital existant ou emprunter.

V) Il s'agit de la séquence la plus vertueuse dans la mesure où les conditions énoncées sont respectées, tout en ne perdant pas de vue son impact écologique.

# Notes

---

<sup>1</sup> Ordres (ou catégories) au sens d'André Comte-Sponville. Exemple : la justice est invoquée par les tribunaux, par le monde politique. Mais à ce niveau, ce terme est prescriptif, donc issu de la catégorie de l'éthique et de la morale, c'est-à-dire d'un ordre supérieur.

<sup>2</sup> Zone à l'intérieur de laquelle les fonctions du système sont assurées de manière satisfaisante, voire optimale. Hors cet espace, des dysfonctionnements apparaissent diminuant voire annihilant l'efficacité des mécanismes en œuvre.

<sup>3</sup> Le fonctionnement d'un être vivant conserve son équilibre grâce aux nombreuses interactions antagonistes complexes, et comportant parfois plusieurs circuits, que l'on observe notamment au niveau des systèmes nerveux, endocriniens. La production et la consommation sont antagonistes, procédant de deux logiques en opposition, pour se résoudre lors de la transaction : achat/vente.

<sup>4</sup> Les facultés d'adaptation aux nouvelles connaissances, aux nouveaux processus sont limitées, tandis que l'obsolescence s'accélère. En d'autres termes : (Exigence{A} > Capacité{A}) Légende : {A} = adaptation.

<sup>5</sup> La robotisation, l'intelligence artificielle modifieront considérablement le contenu de l'espace de travail, les exigences de formation.

<sup>6</sup> Robotisation des processus, accroissement des performances physiques, mentales, intelligence artificielle...

<sup>7</sup> Mouvements de foule éphémères, confusion des opinions, des convictions.

<sup>8</sup> soit : éléments unitaires ou sous-systèmes. Leurs exigences ne doivent pas s'exercer aux dépens des autres. Exemple : le barbarisme de l'économie sur la société (voir le prochain chapitre).

<sup>9</sup> La frontière de cette zone est largement déterminée par les capacités et la productivité de l'appareil économique, la démographie, le degré de corruption, l'éducation...

<sup>10</sup> La captation de l'information par le récepteur est traitée par plusieurs centres cérébraux, dont le centre de l'émotion. La stratégie de communication consiste donc à solliciter et à réactiver la zone en question. Voir à ce sujet les affiches suggestives destinées à flatter la subjectivité de l'individu. Le cas du Brexit est aussi un bel exemple de manipulation par les partis politiques de l'information.

<sup>11</sup> Cette finalité est sous la dépendance de la finalité des écosystèmes, dont nous faisons partie.

<sup>12</sup> Le principe de liberté a constitué la finalité de la Démocratie. La réduction des inégalités matérielles, l'amélioration du confort de la population se sont imposés au fur et à mesure de l'augmentation de la capacité de production de l'appareil concerné. Après la 2<sup>e</sup> guerre mondiale, une 3<sup>ème</sup> finalité s'est imposée, soit la recherche du plein emploi et le respect des salariés. Malheureusement, ce 3<sup>ème</sup> principe jugé trop coûteux est oublié et mis à la charge de l'Etat.

<sup>13</sup> Les ajustements provoqués par l'ouverture des marchés ont créé des fermetures d'entreprises, des délocalisations, aux dépens des salariés et au profit des grands groupes industriels, chimiques, agro-alimentaires. En outre, les flux financiers se sont internationalisés également en se séparant de plus en plus de l'Economie réelle. Par ailleurs, l'exploitation des ressources minières, alimentaires s'est accélérée aux dépens des grands équilibres.

<sup>14</sup> Le contenu de la finalité ne doit pas être un fourre-tout dans lequel on intègre des objectifs souhaités mais non pertinents.

<sup>15</sup> Délocalisation, recours au travail temporaire, contournement de la loi du T, évitement des seuils critiques,...

<sup>16</sup> Rappelons que la mondialisation est un phénomène naturel engendré par les réseaux planétaires de l'information. La mondialisation n'est pas un monstre issu de l'Economie. Elle le subit et s'adapte en conséquences.

<sup>17</sup> Il est fait référence à Schumpeter, soit au principe de « destruction-créatrice » du capitalisme ; en d'autres termes, il s'agit de la capacité du capitalisme à innover (production et produits), d'où à la fois une source de croissance et de réajustement. On retrouve l'idée d'antagonisme et de dynamique.

<sup>18</sup> Sous ce terme, nous incluons les multinationales.

<sup>19</sup> Conflits de finalités, de logiques, antagonismes exacerbés, subordination aux principes de l'Economie, mise en commentaires erronés par les médias...

<sup>20</sup> Négociations de libre-échange, utilisation abusive de l'arme juridique pour imposer des avantages économiques, diffusion de fausses informations, pressions des lobbies sur le politique, comportements douteux, etc...

<sup>21</sup> On entend par barbarisme la domination sans partage de la finalité d'un système sur un autre. Les Droits de l'Homme exercent sans conteste un barbarisme juridique sur la Société.

<sup>22</sup> Cette cohérence permet à tout le système d'évoluer, de hausser sa complexité selon un temps à la mesure de l'homme.

<sup>23</sup> Intoxiqués par le contenu farfelu des réseaux sociaux, par paresse intellectuelle, à cause d'une logique défaillante, adhésion à des croyances ésotériques,...

---

<sup>24</sup> *Mot à multiples facettes, notamment selon le point de vue des Elites ou des individus, en d'autres termes entre ceux qui font subir et les subissants.*

<sup>25</sup> *Le journal Le Figaro du 12.11.16, p.4, Hubert Védrine, Que doit faire l'Europe après l'élection de Donald Trump.*

<sup>26</sup> *Travail et profession précaires, et pression de la productivité.*

*La montée en puissance de l'Economie financière.*

*Ecarts insolites entre les hauts et bas revenus et concentration des richesses auprès des mêmes bénéficiaires.*

*La finalité de l'UE succombe sous le poids de sa bureaucratie.*

*Dogmes de l'UE imposés et intégration à marche forcée.*

*Ignorance du souhait des populations de conserver une part de leur souveraineté.*

*Soumission des gouvernements aux pressions, voire même aux mensonges visibles des lobbies, des multinationales.*

<sup>27</sup> *La régulation de l'économie implique une exploitation mesurée des ressources naturelles et humaines, et une maîtrise des entropies absorbables par nos éco-systèmes. Il s'agit aussi d'éviter les externalités négatives provoquées lors d'une phase de transition, le plus souvent supportées financièrement par l'Etat.*

<sup>28</sup> *Le comportement irresponsable du clan politique européen constitue bien le souci majeur.*

<sup>29</sup> *YouTube, Voyage vers le futur, mon entreprise en 2030, par M. Joël de Rosnay.*

<sup>30</sup> *lire Science & Vie, mai 2017, No 1196, « Réchauffement climatique, l'Europe à l'Abri ? » p. 74 et ss.*

<sup>31</sup> *<https://www.monfinancier.com>*

<sup>32</sup> *Les cultures industrielles à haut rendement devront être revues dans le sens d'un retour vers moins d'engrais, de pesticides. La baisse de productivité probable en découlant aura un coût additionnel reporté sur le consommateur.*

<sup>33</sup> *La politique des grands distributeurs vis-à-vis de leurs fournisseurs est un exemple concret pratiqué avec constance.*

<sup>34</sup> *Négociations avec l'UE concernant l'utilisation de molécules à effets systémiques qui, normalement, devraient être prohibées. En Suisse, impossibilité d'imposer une transparence concernant les sociétés d'assurance maladie.*

<sup>35</sup> *Eusko Ikaskuntzako Solasaldiak: Nicolas Grimaldi - YouTube*

<sup>36</sup> *Naomi Klein, Tout peut changer, Actes Sud.*

<sup>37</sup> *Lire « Le capitalisme est-il moral ? », A. Compte-Sponville, Albin Michel, p. 47 et ss.*